

Les cahiers d'histoire de la métallurgie



numéro 78 | décembre 2022



Manifestation personnel & stagiaires centre Masson | mai 1968 | coll. IHS CGT métaux



Les Femmes métallurgistes p. 10

Une histoire des femmes dans la métallurgie | Portraits de métalottes



Roger Linet p. 22

Roger Linet (1914 • 2003) dans les archives conservées à l'IHS CGT métaux



Radio mon Pays p. 28

Un livre sur l'histoire de la radio CGT Toulouse

SOMMAIRE :

décembre 2022 | n° 78

ACTUALITÉS

Édito	p. 3
Châteaubriant	p. 4
Henri Gautier	p. 5
Plaque Villepot	p. 8
CA IHS	p. 8
Salon du livre social	p. 8

HISTOIRE

Femmes
métallurgistes p. 10

Portraits de métallotes

D. Champagne p. 16
O. Tournade p. 18
P. Decluset p. 18

ARCHIVES

Vouzeron 1937 p. 21
Roger Linet p. 22
p. 24

DÉCÈS

Alain Prévost p. 25
Jacques Trégaro p. 25

À LIRE, À VOIR

Radio Mon País p. 26
Publications
Acer | Aver

Le Malheur
d'être jeune p. 28

ADHÉSION IHS 2023

Organisation de + de 50 adhérents : **82 €**

Organisation de - de 50 adhérents : **22 €**

Individuelle : **22 €**

Règlement à l'ordre de : **IHS CGT métallurgie** •

Possibilité de pré-inscription pour une demande de prélèvement avec un relevé d'identité bancaire IBAN

Nom & prénom :

Organisation :

Adresse :

Tél. :

Mobile :

Mail : @

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT MÉTALLURGIE

94, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

Cahiers d'histoire de la métallurgie n° 78

réalisés par l'IHS CGT métallurgie

01 53 36 86 38 • ihs.gas@free.fr | <https://histoire.ftm-cgt.fr/>
<https://ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/>



Rédaction : Isabelle Lassignardie • Claude Ven • André Delestre
Emeric Tellier • Anne-Laure Pauget • Gérald Veirier •

Maquette : Rudy Jean-François •

Impression FTM CGT • ISSN 2494-1050



Le monde à l'endroit

« On a tendance à n'envisager que le progrès technique déjà acquis. Songe-t-on à tout ce qu'il y a encore de primitif ou d'artisanal dans ce qu'il représente ? (...) »

N'y aura-t-il pas là quelque chose de risible pour les générations qui viennent quand elles auront réalisé, par exemple, l'accumulateur léger à grande puissance ou la propulsion par ondes ?

Mais alors, où allons-nous ? (...)

Rien n'est impossible à l'homme ; les jeunes vivent une époque technique merveilleuse où tout semble tendre à soulager le travail et créer des loisirs. »

Ces mots ont été écrits par Paul Vaillant-Couturier il y a près de quatre-vingt-dix ans dans un ouvrage qui se penche, comme son nom l'indique, sur « *Le Malheur d'être jeune* ».

Anne-Laure Pauget en fait une présentation dans les pages de ce cahier.

Il sera au cœur, pour le prochain semestre, d'une initiative en association avec le collectif femmes-mixité, le collectif jeune de la FTM et notre institut. Danielle Tartakowsky, spécialiste de l'histoire sociale et politique, qui en a assuré la réédition et la présentation, a accepté de s'y associer avec enthousiasme.

Les réalités vécues et ressenties aujourd'hui sur l'emploi, la formation, le chômage, les difficultés financières, les angoisses sur l'avenir, apparaissent tellement similaires qu'elles nous interrogent sur le lien entre l'histoire et l'actualité. Mais les éléments et arguments évoqués diffèrent parfois d'une manière surprenante.

Comment ne pas être frappé par cette confiance en la science et la technique pour sa capacité de solutionner tous les problèmes, quand notre époque envisage la destruction de notre planète par les excès de ceux-ci.

Pourtant il semble bien que la logique qui suscite angoisse et colère soit toujours la même.

Cette confrontation entre hier et aujourd'hui est une opportunité pour questionner les espoirs, aspirations et réponses, proposées à la fois par les organisations syndicales et politiques.

Cette génération était issue de la boucherie atroce que fut la première guerre mondiale et à la veille d'une confrontation qui allait marquer le monde et sa conscience jusqu'à ce jour.

Quel sera l'avenir de la nouvelle ?

Pour l'heure nous nous réjouissons de construire une initiative qui permettra à la fois la rencontre et l'échange de collectifs ayant chacun leurs vocations et leurs priorités.

Nous ne pouvons que nous réjouir qu'elle s'organise autour du travail de Danielle, Anne-laure et Isabelle, l'archiviste de la FTM, qui en est partie prenante. Trois femmes pour un grand rendez-vous. Espérons qu'elle marquera le début d'une nouvelle ère où les femmes auront réellement toute leur place dans nos instances et surtout les conditions pour les exercer.

C'est aussi pour cela que nous revenons dans les pages de ce cahier sur les biographies de plusieurs d'entre-elles. Ces responsables et militantes, trop souvent ignorées, oubliées ou restées définitivement anonymes. L'histoire sociale et politique ne s'est pas faite uniquement par les hommes. Elles n'ont jamais été absentes des plus grands moments du combat citoyen. Rappelons-nous que ce sont les femmes qui ont permis l'organisation des premiers réseaux de résistance dès l'automne 1940 en renouant les contacts entre militants éloignés par la mobilisation avant de participer, elles aussi, activement aux opérations clandestines.

Les jeunes et les femmes ; notre IHS trouve là une opportunité d'élargir à la fois ses thèmes et ses capacités de travail. Sachons en faire le meilleur usage et participons, à notre humble niveau, à la réalisation de cet objectif fixé par l'auteur à la fin de ce livre : « La paix dans l'abondance. Le monde à l'endroit. » Deux ambitions qui gardent plus que jamais force et nécessité. ●



Commémorations de Châteaubriant



Comme chaque année de nombreuses personnes, officielles et anonymes, sont descendues dans la carrière de Châteaubriant pour rendre un 81^{ème} hommage aux 27 fusillés du camp de Choisel.

À l'issue de l'appel aux morts et de la dépose des gerbes, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, a rappelé dans sa prise de parole, la terrible répression subie par les militants politiques et syndicaux non seulement par l'occupant nazie mais aussi par l'administration et la police française.

Au-delà du devoir de mémoire il a insisté sur le besoin de lucidité, de mobilisation et d'action dans la période que nous traversons. Les périls qui guettent nos démocraties, périls de guerre, de crise économique, de dérive répressive et de renouveau du fascisme trouveront toujours face à eux notre syndicalisme. A l'image de nos anciens qui ont mené le combat de la vie et de la dignité jusqu'à la victoire, nous saurons nous opposer à la bête qui surgit à nouveau.

Puis une pièce de théâtre, évocation des terribles événements qui ont bouleversé la ville de Châteaubriant en cet automne 1941, a été jouée et saluée par un public enthousiaste. Des enfants des écoles ont animé cette représentation dans un échange qui honorait le martyr des anciens.

Notre IHS CGT et bien d'autres militants et citoyens attachés aux valeurs fondamentales de notre pays ont assisté à cette cérémonie qui méritait sans doute une plus grande mobilisation. Retrouvons-nous l'an prochain pour un 82^{ème} anniversaire plus combatif que jamais. ●



Commémorations Châteaubriant 23 octobre 2022



Camp de Choisel, hommage à Henri Gautier

A l'initiative de l'Amicale de Châteaubriant et du comité départemental du souvenir, Claude Ven, président de l'IHS CGT Métallurgie, a rendu hommage à un des internés du camp de Choisel à Châteaubriant, **Henri Gautier, métallo résistant qui a déjà fait l'objet du livre de Jessie Magana.**

Chaque année nous déposons quelques fleurs au pied de cette plaque. C'est l'occasion de rappeler ce que fut cette terrible période de notre histoire.

Permettez-moi d'évoquer cette année, au de-là des martyrs, fusillés à la sablière, tous ceux qui sont passés par ce camp.

Pour cela je vous parlerai d'un de ces camarades qui ont écrit quelques-unes des plus belles pages de notre histoire commune, militant, résistant, ouvrier resté fidèle à une vision du monde.

Il s'appelait Henri Gautier, né dans les faubourgs ouvriers du Havre, le 14 septembre 1897. Issu d'une famille de 8 enfants il s'engage très tôt dans l'action militante. Titulaire du certificat d'étude, **il entame son apprentissage et devient chaudronnier.**

Il adhère à 16 ans à une organisation à peine plus vieille que lui, la CGT, qui n'a alors que 18 ans d'existence. Henri est très tôt repéré et boycotté par les patrons. Il travaille où il peut dans la métallurgie du port du havre, parfois dans le bâtiment mais reste le plus souvent sans travail.

Adhèrent du nouveau parti communiste dès sa création en 1921.

Rapidement chargé de responsabilités, il est jugé par les anciens comme **un véritable dirigeant ouvrier, probe, honnête, intelligent et courageux.**

La population du **Havre** le découvrira lors



de la **grande grève de 1922** dont il va être l'un des principaux acteurs.

S'opposant aux réductions de salaires, celle-ci est un événement majeur, au retentissement national.

Au bout d'une semaine on compte **12 500 métallus engagés dans le mouvement.** Bientôt elle gagne les dockers, les électriciens, les manutentionnaires, les employés du gaz, des transports... Henri est la cheville ouvrière et l'âme de cette mobilisation.

Vers la **fin août** on en est à **plus de 25 000 grévistes.**

L'espace Franklin, haut lieu des actions sociales au Havre, où sont distribuées des vivres et diffusées des informations, sera **le lieu de l'affrontement.** Le 26 août les gendarmes à cheval chargent les personnes présentes. On répond par des jets de pierre, on dresse hâtivement une barricade pour se protéger. Le prétexte est donné à l'intervention militaire. **Les soldats reçoivent l'ordre de tirer. Il y a 4 morts et 15 blessés.**

Henri sera arrêté quelques jours plus tard mais le mouvement se poursuivra jusqu'au 7 octobre.

Le patronat est contraint de céder en sous-main pour ne pas perdre complètement la face. Pour les métallos du Havre c'est une **victoire qui portera ces fruits** tout au long des décennies à venir. Ils seront à la pointe de la lutte et du succès du Front populaire. **C'est du Havre que partira au printemps 1936 l'occupation des usines**, ce mouvement qui donnera au gouvernement de gauche le rapport de force nécessaire pour **gagner les avancées sociales historiques.**



Condamné à 4 mois de prison, Henri en sortira pour poursuivre son engagement et connaître encore la prison à plusieurs reprises. **Élu membre de la commission exécutive de la CGTU**, il s'installe à Belleville début 1932 et devient l'un des **animateurs de la fédération des métaux de la région parisienne**. Il rencontre en 1933 une jeune militante, Marcelle Labesse, avec qui il aura une fille, Michelle, en 1935.

Son rôle sera déterminant dans les contacts unitaires qui préparent la réunification de la CGT, préambule à la grande victoire du Front populaire. **Ce printemps social voit l'afflux d'adhérents** et donc de prodigieux moyens financiers et humains. Les métaux parisiens passent de **23 000 à 250 000 adhérents**.

Roger Linet, alors permanent des métallos parisiens, décrivait ainsi la période : « nous sommes passés en quelques jours de l'inquiétude quotidienne de dégager de quoi survivre à la difficulté de pénétrer dans nos locaux où nous marchions sur les billets de banque. »

Henri est le trésorier de la fédération des métaux. Que faire de tout cet argent ? Pour ces militants qui ont connu la faim, l'inquiétude de pouvoir payer le terme de leur petit appartement, parfois l'angoisse du lendemain pour leur famille, la réponse est claire : **il faut répondre aux besoins des métallos**.

Sous l'impulsion de Benoît Frachon pour qui **le syndicalisme doit être utile au quotidien**, Henri a mission d'utiliser au mieux tout cet argent. Ce sera alors l'acquisition de tous ces lieux emblématiques des **réalisations sociales des métallos parisiens** en 1937.

Henri, avec pour secrétaire une jeune dactylo de 17 ans, Cécile Lebihan, qui deviendra quelques mois plus tard Cécile Tanguy

et après la Libération Cécile Rol-Tanguy, achète **une ancienne fabrique d'instruments de musique** qu'il a repéré dans son quartier au 94 rue d'Angoulême qui deviendra, après la guerre, la rue Jean-Pierre Timbaud. **Le syndicat a maintenant un siège** qui lui permet de déployer toute son activité avec des bureaux, des salles de réunions, une salle de meeting, une cantine, une librairie. À quelques mètres de là, on installe le premier **centre de formation professionnelle** pour les métallos, puis ce sera la **polyclinique des bluets**, le **domaine de Baillet et son parc** pour permettre aux familles d'ouvriers d'aller camper, **l'aéro-club de Persan Beaumont** pour développer l'aviation populaire et le **château de Vouzeron** qui servira à héberger les enfants des républicains espagnols.

Après la mobilisation de 1939 et la débâcle de **mai 1940, les militants**, revenus à la vie civile sont rapidement **arrêtés**. Henri sera de la grande rafle du 5 octobre organisée par l'administration et la police française.

Interné à Aincourt puis à Poissy il arrive au **camp de Châteaubriant**, ici même le **8 mai 1941**. Bientôt rejoint les copains métallos, comme **Jean-Pierre Timbaud**.

Henri participe dès juin à l'organisation de l'évasion des camarades Léon Mauvais, Eugène Henaff, Henri Raynaud puis Fernand Grenier. Le 22 octobre, il entame avec ses camarades la Marseillaise pour accompagner ceux qui, massés dans les camions, partent vers la carrière où ils seront fusillés. Les bourreaux sont allemands mais **la liste des otages est établie par le ministre français Pierre Pucheu, du patronat de la métallurgie**.

C'est Henri qui fera l'appel aux morts, égrenant devant les internés la terrible liste des martyrs de Châteaubriant.



Le 25 novembre il s'évade à son tour et rejoint aussitôt **la Résistance**. Agissant dans la clandestinité, il est responsable de la fédération illégale de la métallurgie. Il s'investit à nouveau dans la perspective de réunification de la CGT sous les directives de Benoît Frachon. Jusqu'au bout **il participe à construire l'unité dont le mouvement syndical a tellement besoin**, dans des conditions que nous avons peine à imaginer aujourd'hui.



L'équipe IHS CGT Métaux à l'initiative Châteaubriant

Henri est de nouveau **arrêté à Paris le 13 octobre 1942** par les brigades spéciales de la police française qui vont le torturer. Puis **ils le livreront à la Gestapo**. Emprisonné à Fresnes, il est de nouveau torturé en novembre. Envoyé à Compiègne le 5 mars 1943, **il est déporté à Mauthausen** le 16 avril 1943.

Henri Gautier sera l'un des trois dirigeants du triangle communiste clandestin du camp de Gusen II.

Le 12 décembre 1944 il est dirigé sur Auschwitz.

Quelques rares témoignages confirment **son engagement**, jamais démenti, **sa solidarité et son attitude exemplaire** malgré une santé déjà fragile depuis les années 20, les suites des multiples tortures, les privations et les conditions horribles de la vie dans les camps de la mort.

Henri avec des millions d'autres a disparu dans les derniers jours de cet enfer. Les SS vident les camps devant l'avancée des armées soviétiques et jettent sur les routes des cortèges de morts en sursis. On ne saura jamais s'il est mort d'épuisement.

Il existe une grande **photo, prise lors du 1^{er} congrès des syndicats des métaux de la région parisienne** après la Libération. On y voit une grande tribune avec tous les dirigeants. A la présidence, Alfred Costes se penche sur celle qui se tient à sa droite. **Une petite fille d'une dizaine d'année**, accompagnée de sa mère. Cette enfant c'est **Michelle Gautier**, a qui les camarades avaient réservé la place d'honneur en mémoire de son père disparu dans la tourmente de l'histoire. C'est à cette petite fille avec ces rubans dans les cheveux que je veux dédier aujourd'hui **cet hommage**, celle qui depuis, est toujours présente, active mais effacée, à la « **môme Gautier** » comme l'appelait Jacqueline Timbaud.

À Michelle, trop fatiguée maintenant pour être présente avec nous. À Michelle et à son père qui lui envoyait de détention, de ce camp de Choisel, de si belles lettres remplies de fleurs, d'histoires et de contes pour enfants. ●



Plaque commémorative à Villepot



Hommage métallos.jpeg

Le maire de la petite commune de Villepot, en présence du sous-préfet de Châteaubriant, d'élus régionaux et des associations et amicales, a dévoilé une plaque commémorative dans le cimetière communal.

Elle rend hommage à trois des fusillés du 22 octobre 1941 dans la carrière de Châteaubriant.

En effet, à l'issue des exécutions, les corps des martyrs ont été disséminés anonymement dans les communes voisines afin d'empêcher le rassemblement des familles et les hommages collectifs.

A Villepot il s'agissait de Jean Poulmarc'h de la fédération CGT de la chimie et de Henri Pourchasse et Edmond Lefebvre, métallos d'origine. Cette commémoration était la dernière, chacune des neuf communes concernées ayant placé au cours des années précédentes une plaque identique. S'ouvre désormais la mise en place par la région, d'un parcours commémoratif couvrant l'ensemble du bassin de Châteaubriant, poursuivant le développement du devoir de mémoire. ●

CA IHS CGT Métaux du 15 novembre 2022

Reporté en raison de l'appel à la mobilisation du 10 novembre dernier, notre CA s'est tenu le mardi 15 novembre dans les locaux de la FTM. Nous étions une vingtaine de participants et avons rendu hommage aux camarades disparus, dont Claude Godart, Louis Dronval.

Nous avons accueilli Isabelle Lassignardie, archiviste à la FTM, qui depuis septembre a pris la suite de notre camarade Emeric Tellier.

Nous avons abordé les différentes manifestations qui exigent la présence et l'engagement de notre IHS : le 5^e salon du livre d'histoire sociale de l'IHS-CGT (29/11) ; Repas des anciens et débat autour du dernier livre de Jean-Louis Robert *Nouvelle histoire de la Commune de Paris* (8/12) ; Conseil national de la FTM (14-15/12) ; hommage à Roger Linet à Chargé (samedi 04/03/2023).

Nous avons également échangé autour de plusieurs projets pour 2023. On retiendra entre autres une rencontre co-organisée par notre IHS Métaux et les collectifs Jeunes et Femmes-Mixité autour de l'ouvrage *Le malheur d'être jeune* de Paul Vaillant-Couturier et introduit par Danielle Tartakowsky. Un autre projet nous tient à cœur, celui de la place des femmes dans la métallurgie. L'anniversaire en 2023 de l'assassinat de Suzanne Masson et l'hommage que nous devons lui rendre pourrait être l'occasion d'initiatives qui créeront un lien entre cette personnalité impressionnante, la dimension de son engagement et la réalité actuelle des femmes métallos. Comment lui rendre un plus grand hommage que d'intégrer sa mémoire dans les travaux sur le présent.

Enfin, une date sera bientôt fixée pour notre prochaine AG. Nous vous tiendrons informés. ●



5^{ème} Salon du livre d'histoire sociale de l'IHS-CGT



Le 29 novembre dernier, l'IHS-CGT tenait son salon du livre d'histoire sociale dans le patio de la bourse nationale du travail de Montreuil.

Plusieurs dizaines d'IHS et de maisons d'éditions étaient présents pour présenter leurs publications et faire connaître leurs auteurs.

Notre institut a répondu une nouvelle fois à ce rendez-vous important. Notre stand a permis de rappeler les différents ouvrages que nous avons élaborés ces dernières années, mais aussi les publications de nos associations d'histoire, des syndicats de la métallurgie, des associations et amicales auxquelles nous sommes attachés, comme Châteaubriant et l'ACER.

Plusieurs livres ont été vendus et de nombreux contacts établis dans la perspective de nos initiatives futures.

Nous ne pouvons qu'inciter vivement responsables et personnels des organisations et fédérations à prendre le temps de visiter ce salon annuel, toujours riche en découvertes et rencontres autour de notre histoire collective, nous outillant pour affronter et mieux comprendre notre présent !

En espérant que les prochaines éditions de ce salon pourront toucher un public plus large, nous apprécions à sa juste valeur ce rendez-vous, occasion chaque fois renouvelée d'élaborations de projets répondant à nos missions et responsabilités.

Un grand merci à l'équipe de l'IHS national qui a, une nouvelle fois, su organiser et tenir comme il le fallait ce rendez-vous à la fois très professionnel et convivial ! ●



Les Femmes métallurgistes

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'afflux de nouveaux syndiqués est imposant. Dans la métallurgie, notre fédération approche le million d'adhérents, dont de nombreuses femmes !

Celles-ci sont cependant confrontées à des préjugés tenaces, y compris dans notre organisation. Préposées « au foyer et aux enfants », elles n'assureraient ainsi qu'un « salaire d'appoint », tout en jouant parfois le rôle d'un « cheval de Troie patronal » pour réduire les salaires.

En réponse, décision est prise à l'automne 1944 par la CGT de réactiver les « **commissions féminines** » expérimentées durant l'entre-deux-guerres. Associant des militantes et des militants, ces structures ne sont pas des syndicats bis, mais **des espaces de prises de parole, de construction des revendications et des modalités de lutte**, placés sous la responsabilité de la direction syndicale. On les trouve aux différents échelons de l'organisation : syndicat, union départementale, fédération et confédération.

Dans notre fédération, une cinquantaine de commissions féminines existent dans les syndicats locaux de la métallurgie en province et une trentaine en région parisienne en 1948. Mais « elles sont surtout couchées sur le papier », pour reprendre **Olga Tournade**, secrétaire fédérale et responsable de la commission fédérale de main-d'œuvre féminine, en dépit de l'énergie déployée par des militantes comme **Paulette Decluset** en région parisienne, Jeanne Roche à Lyon ou encore Madeleine Diels à Orléans.

Des combats victorieux !

Ce n'est qu'en 1946 que le suffrage devient universel, avec **l'obtention du droit d'élire et d'être élue pour les femmes. L'égalité est**



Affiche pour le 8 mars 1953 | coll. IHS CGT Métaux

aussi le moteur du combat qui s'engage pour **obtenir la suppression de l'abattement**, c'est-à-dire de la réduction forfaitaire de 10 % sur les salaires des femmes. Par la lutte, cette revendication aboutit dans 150 entreprises de la région parisienne, appuyant le combat mené par Ambroise Croizat, ministre du Travail, qui impose un arrêté abrogeant cette disposition en juillet 1946.

Face à la pénurie de main-d'œuvre et au cantonnement des femmes aux emplois de



manœuvres et d'ouvrières spécialisées, une **campagne de mobilisation est engagée en faveur de la formation professionnelle**. L'école Bernard-Jugault à Paris (12^e arr.), propriété de l'Union syndicale CGT des métallurgistes de la Seine, ouvre une formation spécifique, qui accueille 50 femmes en deux ans. Parmi elles, Germaine Bois, fleuriste, embauchée après six mois d'école comme câbleuse-soudeuse à l'usine Thomson de Paris (15^e arr.).

L'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité est poursuivie, tout comme celle des **droits associés à la maternité**. C'est ainsi que des crèches et des garderies ouvrent leurs portes à Renault-Billancourt ou chez Bronzavia.

Le repli

L'entrée dans la Guerre froide en 1947 marque un tournant. **La lutte pour la paix**, contre la guerre française en Indochine puis en Algérie, contre le réarmement de l'Allemagne ou la création d'une Communauté Européenne de Défense (CED) **bouscule les priorités syndicales**. L'activité en direction des salariées de la métallurgie en pâtit, d'autant plus que la Fédération connaît une brutale désyndicalisation.

Effleurant le million en 1946, le nombre d'adhérents n'est plus que de 236 000 en 1959. Madeleine Alloisio, de Berliet à Vénissieux (Rhône), ne mâche pas ses mots lors du congrès fédéral de 1954 :

**«
Pouvons-nous prétendre être
représentatifs au sein d'une corporation
comme la nôtre, si nous négligeons une partie
importante de celle-ci, que ce soient les
femmes ou les [employés, techniciens, des-
sinateurs et agents de maîtrise] ? »**

Il y a bien **des luttes**, comme chez Fouga à Béziers (Hérault), où les salariées imposent en 1950 le nettoyage journalier des vestiaires ou aux Forges de Blagny (Ardenne) où elles arrachent des gants de protection peu après. Cinq ans plus tard, les salariées obtiennent des **augmentations de salaires** à la Radiotechnique de Suresnes (Hauts-de-Seine) et à la CIT de Tours. D'autres **empêchent des licenciements** aux Compteurs Garnier à Lyon. La journée du **8 mars** est l'occasion de déposer des cahiers de **revendications**, faire signer des **pétitions** et susciter des **débrayages**.

Pourtant, les commissions féminines vivent, comme à Bordeaux, à Paris ou à Limoges, faute d'investissement de la part des directions syndicales. Seules quelques-unes fonctionnent, comme celle animée par Georgette Chavanon à Lyon. L'enjeu est de taille. **Les 300 000 femmes qui travaillent dans la métallurgie sont les premières victimes de la course à la productivité** lancée par le patronat, qui se traduit par des licenciements, des réductions de salaires, l'accroissement des cadences.



Les stagiaires de l'école Bernard-Jugault © DR | coll. IHS CGT Métaux



Affiche Travailler et vivre, Conférence fédérale février 1968 | coll. IHS CGT Métaux

Un nouveau souffle

La **recherche de l'unité d'action syndicale** et le choix de particulariser le programme revendicatif selon les branches professionnelles, les territoires et les catégories de salariés commencent à porter ses fruits avec la décennie 1960.

Les **commissions féminines sont relancées**, l'accent est mis sur la **diffusion d'Antoinette**, le magazine féminin de la CGT, tandis qu'une campagne est lancée pour la réduction du temps de travail, l'égalité et l'augmentation des salaires, la formation professionnelle et le renforcement des droits à la maternité. Cette dynamique nouvelle se traduit par la tenue, pour la seconde fois depuis 1951, d'une **conférence nationale** pour la défense et l'organisation des **travailleuses**



de la métallurgie en février 1964.

Sur le terrain des luttes, **la combativité s'affirme**. En 1962, à la Compagnie générale des condensateurs à Tours, une grève de cinq heures suivie à l'unanimité permet d'obtenir **une augmentation de salaires**, tout comme à la SAFT à Bordeaux, après plusieurs débrayages. Fortes de ce succès, 200 salariées sur les 350 que compte l'usine, rejoignent la CGT. Les mobilisations ne faiblissent pas. En 1967, des **victoires** sont obtenues sur **les salaires** aux Fermetures Eclair au Petit-Quevilly (Seine-Maritime), où milite notamment **Denise Champagne**, chez Bailly-Comte à Genay (Rhône) ou Arthur Martin à Revin (Ardennes), sur **la réduction du temps de travail** chez Jeumont à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) ou encore sur les **qualifications** à la SEV à Issy (Hauts-de-Seine) ou chez Philips à Paris.

Des conquies !

Depuis le **début des années 1960**, les **luttes s'amplifient** jusqu'à déboucher en mai-juin 1968 sur une vague inédite de grèves. Les salariées y participent de manière importante, notamment dans la métallurgie où elles sont 400 000. Et nombreuses sont celles qui rejoignent la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie, dont les effectifs s'accroissent de 100 000 adhésions nouvelles.

Les revendications des salariées sont absentes des points évoqués dans le constat de Grenelle des 25-27 mai 1968. Malgré cela, **les succès sont au rendez-vous** dans les entreprises, avec des **revalorisations qui réduisent l'écart entre salaires masculins et féminins** (Sochata à Chatellerault, Baco à Strasbourg ou Electrolux à Courbevoie) et **des réductions du temps de travail**, comme chez Elna à Argenteuil, où la semaine passe



Affichette pour les 14 semaines de congés maternité, 1960 | coll. IHS CGT Métaux

de 45 à 40 heures sans perte de salaires. Dans le groupe Air Liquide ou chez Lip à Besançon, **la retraite à 60 ans** est possible, tandis que des **congés pour enfants malades** sont gagnés chez Jouan à Massy ou à la SFENA de Courbevoie.

Au-delà, les attitudes changent dans les entreprises. Aux Fermetures Eclair, au Petit-Quevilly, la direction, qui pouvait affirmer – sans rire – « ne faites pas d'enfants, cela fera une revendication de moins », a dû concéder un congé pour enfant malade, une augmentation des salaires, une réduction du temps de travail.

Transformer l'essai

Le bouillonnement de mai-juin ne s'essouffle pas immédiatement et la **conflictualité**

reste forte. D'autres succès sont obtenus chez Jaeger à Levallois ou Pygmi-Radio à Saint-Denis sur les qualifications, sur les salaires chez ICE à Paris (12^e arr.), Thomson à Gennevilliers ou à la CETH à Bezons. Les femmes enceintes obtiennent des entrées et sorties anticipées à la Polymécanique à Pantin ou chez Proteor à Dijon.

La **revendication d'une indemnisation intégrale du congé maternité**, dont la durée légale est de quatorze semaines depuis 1946, progresse. L'accord signé en novembre 1968 chez Berliet octroyant seize semaines avec paiement intégral des salaires accélère la campagne revendicative et fait boule de neige. Ainsi, en mai 1969, les salariées de la Compagnie française de télévision obtiennent quatorze semaines indemnisées intégralement, tout comme leurs homologues de l'Alstom en novembre de la même année ou de Poclair à Verberie en 1971. Dans cette dernière entreprise, les mères isolées bénéficient même de dix-huit semaines à plein salaire, avec un rappel pour les naissances intervenues depuis 1961 !

Traduire en actes

Les victoires arrachées çà et là méritent d'être généralisées. La **Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie élabore un projet d'avenant spécifique aux salariées de la métallurgie**, reprenant les principales revendications : prise en compte de la qualification, des diplômes et de l'expérience ; développement de la formation professionnelle ; extension des droits de la femme enceinte ; préretraite à 60 ans. En avril 1970, l'Union des syndicats de la métallurgie de la région parisienne obtient l'ouverture d'une négociation, sur la base de son projet, avec le Groupement des Industries Métallurgiques (GIM-RP). Un accord, prévoyant des droits



Les salariées de Jaeger à Levallois, 1972 © DR | coll. IHS CGT Métaux

nouveaux en matière de maternité, est signé en novembre 1970, suivi le même mois par un avenant similaire obtenu par l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie d'Ille-et-Vilaine. **Cette politique des « petits pas » doit permettre d'avancer dans l'obtention d'une convention collective nationale de la métallurgie**, dont la lutte est réactivée durant le 27^e congrès fédéral de février 1971.

La **décennie 1970** est celle de la seconde vague féministe. De **nouveaux droits sont obtenus**, comme la **légalisation de l'avortement**, le **divorce par consentement mutuel**, la **criminalisation du viol** ou encore la **mixité de l'éducation**. Le souffle de progres-

sisme peine toutefois à s'engouffrer dans les entreprises, où les conditions de travail des femmes et l'égalité salariale peinent à s'améliorer.

Premières victimes de la crise

Aux **lendemains de mai-juin 1968**, la course à la rentabilité s'accélère. Les femmes sont **les premières victimes des nouvelles pratiques patronales**, d'autant plus que leur nombre progresse : 400 000 en 1964, 550 000 en 1974, 580 000 en 1980 dont plus de la moitié travaille dans la construction électrique, l'électronique et l'automobile.



Le patronat multiplie le **recours au travail à temps partiel**, aux **contrats à durée déterminée** et à **l'intérim**. Une partie de la production est décentralisée, avec le transfert d'usines de la région parisienne vers le Nord, les Vosges, l'Ouest. Le patronat espère y trouver une main-d'œuvre docile et laborieuse. Une autre partie est restructurée, liquidée, comme chez Grandin, Tréfinmétaux ou encore Calor.

Sur les chaînes, les cadences augmentent. Ainsi, à la Sescosem à Saint-Egrève, les machines sont adaptées finement à la morphologie de chaque ouvrière pour réduire les temps « morts », avec des conséquences dramatiques sur leur santé. **Chez Jaeger, des salariées s'évanouissent à leur poste ;** dans l'entreprise Paris-Rhône, des salariées crient pour relâcher la tension, tandis que **chez Thomson** Angers, **plus de la moitié des ouvrières prennent des médicaments pour « tenir le coup »**, selon une enquête réalisée par le syndicat.

En 1979, **Aurélié, journal d'une ouvrière spécialisée**, paraît aux Éditions ouvrières. Cette ouvrière d'une entreprise de la métallurgie de Belfort, militante à la CGT et à l'Action Catholique Ouvrière (ACO), y livre un témoignage émouvant **des conditions de vie et de travail des ouvrières**.

Des espoirs déçus

Consacrée « Année internationale des femmes », par l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'année **1975** est l'occasion pour la **CGT de mener une grande campagne sur le thème « Changer notre vie »**. Dans la métallurgie, les initiatives se multiplient, en particulier pour faire aboutir la plateforme revendicative adoptée en 1973. La cinquième conférence nationale, organi-



Affiche Liberté de choisir, 1979 | coll. IHS CGT Métaux

sée en avril 1976, s'achève par l'envoi d'une délégation au siège du patronat de la métallurgie, qui dépose 25 000 signatures exigeant la prise en compte des revendications féminines.

L'arrivée de la **gauche au pouvoir en 1981** permet des avancées, comme la reconnaissance officielle du 8 mars. Mais l'existence d'un **éphémère ministère des Droits des Femmes ne permet pas de résorber des inégalités** solidement ancrées, aggravées par la crise économique qui frappe plus durement les femmes. L'activité syndicale spécifique en direction des femmes recule au sein d'une CGT durement frappée par la désyndicalisation.

Si du chemin reste à parcourir, le syndicalisme est de nouveau sur la bonne voie, comme l'illustrent **la parité** dans les candidatures syndicales aux institutions représentatives du personnel, l'existence d'une **cellule de veille confédérale sur les violences faites aux femmes**, l'effort de **parité** dans les instances syndicales ou la **lutte contre les discriminations** dans les entreprises. ●

Retrouvez ce dossier thématique sur le site d'histoire de la FTM :

<https://histoire.ftm-cgt.fr/sujet/explorer/organiser/>





Portraits de métallotes

Denise CHAMPAGNE

par André Delestre

Née le 7 juin 1930 à Rouen (Seine-Inférieure, Seine-Maritime) ; ouvrière spécialisée polyvalente aux Fermetures Éclairs ; militante CGT et dirigeante de l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie (USTM-CGT) de Seine-Maritime ; communiste ; conseillère municipale (1965-1983) de Petit-Quevilly.

Denise Legrand fut l'aînée d'une fratrie de cinq enfants. Ses parents travaillaient à la Compagnie des Tramways de Rouen (Seine-Inférieure, Seine-Maritime), lui comme wattman, elle comme receveuse jusqu'en 1941. **Son père était un militant de la CGT** très engagé. Prévenu par un policier, son oncle, également tramainot et communiste, réussit à fuir, avant son arrestation. Après sa fuite, il fut **arrêté et torturé** par les allemands. En 1944, habitant la rive gauche de Rouen, **la famille partit vers Pithiviers pour fuir les bombardements**. Denise ne put passer le certificat d'études. En septembre 1945, revenue à Rouen, elle s'engagea dans une formation de coiffeuse, mais sans salaire.

En 1946, elle fut embauchée aux Fermetures Éclairs, usine de Petit-Quevilly comme **ouvrière spécialisée** au magasin des expéditions. C'est là qu'elle y rencontra **André Champagne**, né le 18 mars 1927 à Petit-Quevilly. Il avait intégré l'usine après avoir fait son service militaire dans l'Autriche occupée par les Alliés. Ils se marièrent en 1950 et du couple, en 1952, naquit une fille. Dans cette période de reconstruction, se loger était compliqué. C'est en 1954, que la famille s'installa à Petit-Quevilly, rue Berthou.



Denise Champagne à la tribune, Conférence nationale de la FTM-CGT mars 1968 (collection particulière)

Les Fermetures Éclairs, créées en 1924, employa jusqu'à 1700 salariés. Il n'y avait pas de syndicat, la gestion en était très paternaliste. Denise Champagne fut partie prenante d'une **grève de femmes suite à une prime accordée uniquement aux hommes**. Le combat pour l'égalité et la justice fut son fil rouge qui guida son action.

En 1960, Louis Besnet, André Champagne et Jean-Pierre Ponthieux lancèrent les bases de **la fondation de la CGT dans l'usine**. En 1966, lors des élections de délégués du personnel, ils se présentèrent sur une liste sans étiquette. Denise Champagne y était candidate. Dans l'équipe, il y eut aussi Claude Ménard et son épouse. La liste fut entièrement élue. Légitimés par le personnel, **les militants portèrent collectivement les revendications**. Ils furent aidés par Emile Lefrançois, responsable des Métaux CGT.

Peu après, des contremaîtres créèrent une section FO. La direction, par notes de service, dénigra l'action syndicale de la CGT. Le chantage sur les délégués fut un autre mode de pression utilisée par la direction. Denise Champagne, devenue **secrétaire**



générale du syndicat, fut **traduite en justice pour des affiches collées** dans le local syndical, mais visible de tous les salariés à chaque entrée-sortie de l'usine. Un non-lieu fut prononcé. Le syndicat reçut aussi des **menaces de l'extrême droite**. Malgré tout, des revendications sur le temps de travail, les repos et pauses... aboutirent. Les **grèves de Mai 68**, très majoritaire dans l'usine, furent un **temps fort du mouvement revendicatif**. Le syndicat se renforça par nombre d'adhésions et de nouveaux responsables Yves Massire, Didier Niel, Paulette Dantan... renforcèrent l'équipe. Annick Perica succéda à Denise Champagne à la responsabilité du syndicat, celle-ci prenant en charge la trésorerie du comité d'établissement.

En **novembre 1966**, Denise Champagne était **membre de la commission exécutive de la Fédération CGT des Métaux**.

En 1985, lors des combats pour sauver l'entreprise et les emplois, elle fut mise en pré-retraite, dans le cadre d'un contrat de solidarité. Elle encouragea et soutint les luttes de reclassement qui accompagnèrent la liquidation de l'usine.

Denise Champagne fut une **dirigeante de l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie (USTM-CGT) en Seine-Maritime**, avec Serge Laloyer et Jean-Jacques Eude. Les 29 et 30 mars 1968, elle anima la **conférence nationale** de la FTM-CGT sur **Femme travailleuse**, à part entière. Elle participa au 27^e congrès de Fédération des travailleurs de la métallurgie de Grenoble en février 1971. Elle fut membre d'une délégation de métallurgistes CGT qui rencontra, à Potsdam (République Démocratique d'Allemagne) des syndicalistes de la FDGB, confédération des syndicats libres.

En **1972, elle rejoignit le PCF**, dans une cellule des Fermetures qui venait de se créer,

mais en garda un souvenir de confusion avec l'organisation syndicale. Elle fut **élue au conseil municipal de Petit-Quevilly de 1965 à 1983**, ayant travaillé avec les maires communistes successifs, Martial Spinnewerber et Henri Levillain. Elle témoigna "de ses difficultés à aller jusqu'au bout des réunions, tard le soir, alors qu'il fallait se lever à 6 h pour travailler à l'usine". Elle resta très attentive à la vie politique sur Petit-Quevilly.

Elle eut une sœur, Claudette Chantouin, qui travailla aux Fermetures Éclairs et fut militante de la CGT.

André, son époux, décéda le 22 mars 2012 à Petit-Quevilly. ●

Retrouvez cette notice biographie sur le *Maitron*, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement sociale* : <https://maitron.fr/spip.php?article247855>

Notice rédigée par **André Delestre** [IHS 76]

En savoir plus : *Fil rouge, Revue départementale d'histoire sociale IHS de Seine Maritime*, numéro spécial sur les Fermetures Éclairs, Hiver 2008 | n° 33 – Pour recevoir la version numérisée : ihscgt76@laposte.net

<http://ihscgt76-lefilrouge.fr/>





Portraits de métallotes

Olga TOURNADE

Née le 15 avril 1913 à Clermont-Ferrand, elle travaille comme employée dans la métallurgie parisienne. Responsable du syndicat CGT des Métaux du XX^e arrondissement de Paris entre 1936 et 1939, elle anima durant l'Occupation des comités populaires des métaux. Arrêtée le 15 mai 1942, elle est déportée en Allemagne à Ravensbrück puis à Neuengamme, d'où elle est finalement libérée en avril 1945. De retour en France, elle est brièvement élue à la commission exécutive fédérale (1946-1952) et au secrétariat fédéral. Membre de la commission exécutive confédérale (1948-1955) et du bureau confédéral (1951-1955), elle y assure l'activité en direction des femmes salariées. On lui doit, avec Germaine Guillé, la création en 1951 du mensuel *La Revue des Travailleuses*, ancêtre du magazine *Antoinette*. Adhérente au parti communiste, elle est membre de son comité central (1947-1954). Elle décède le 5 novembre 1996.



Olga Tournade, portrait (sans date)
| © DR | coll. IHS CGT Métaux

Paulette DECLUSET

par Emeric Tellier

Née le 2 décembre 1915 à Paris (XVIII^e arr.), morte le 18 janvier 1998 à Courcouronnes (Essonne) ; repasseuse ; syndicaliste CGT, responsable de l'activité en direction de la main-d'œuvre féminine à l'Union syndicale CGT des travailleurs de la métallurgie de la région parisienne ; adhérente du Parti communiste français (PCF) ; résistante, déportée.

Julia Decluset vit le jour au 61 rue des Cloys à Paris (XVIII^e arr.). Son père était « non désigné », sa mère, Madeleine Decluset, âgée de 21 ans, était domestique et résidait au 35 rue Pierre Fontaine à Paris (IX^e arr.). Julia Decluset obtint son certificat d'études primaires (CEP).

En 1935, elle constitua la première direction parisienne des comités de jeunes filles des Jeunesses communistes, avec Josette Cothias, Fanny Ladsky (secrétaire) et Ninon Wolf. Deux ans plus tard, elle rencontra Maurice Ancelle, à la suite d'une sortie organisée par les Auberges de la Jeunesse, dont elle était membre.

Avant la déclaration de guerre, **Paulette Decluset** travailla comme **repassseuse** chez Prégermain, 8 rue Etienne Marcel à Paris (II^e arr.), où elle a fréquenté Odette Morizet, épouse de Paulin Morizet. En juillet 1940, elle **entra en résistance**, avant de rejoindre les **Francs-Tireurs et Partisans Français (FTP)** en mars 1942. Elle quitta son emploi en décembre 1942, après le passage de deux inspecteurs venus enquêter sur son compte.

En 1942, Paulette Decluset habitait, avec Maurice Ancelle, sous une fausse identité dans le logement parisien des époux Morizet, partis s'installer à Gouillons (Eure-



et-Loir). Elle était alors « manœuvre, re-passeuse sans emploi ». Selon Roger Linet, Paulette Decluset était l'**agent de liaison de son compagnon Maurice Ancelle**. Ses pseudonymes étaient « Gisèle Magnier », « Madame Gauthier » ou encore « Claude ». **Elle transporta des armes pour les FTPF** et participa à une récupération d'armes d'un des premiers parachutages des Anglais en Seine-et-Marne.

Maurice Ancelle fut arrêté le 11 avril 1943 par la Brigade spéciale (BS), comme instigateur de l'attentat mené contre l'inspecteur Rougeot. **Paulette Decluset fut arrêtée le 17 avril** à son domicile, au 32 rue Henri Chevreau à Paris (XX^e arr.). Les policiers trouvèrent en sa possession « **diverses cartes de rationnement à des noms différents** » et la perquisition amena la découverte « **d'armes et de matériel servant à la confection d'engins explosifs** ». Au moment où les inspecteurs tentèrent de l'interpeller, « celle-ci a descendu précipitamment l'escalier de l'immeuble, puis tout en se dirigeant ensuite vers le carrefour Ménilmontant, **elle a ameuté la foule en criant 'à l'assassin, ce sont des boches, ils veulent me fusiller.'** » Après une centaine de mètres, ils parvinrent à se saisir d'elle. « Celle-ci se débattant avec la plus grande vigueur a redoublé ses cris, cherchant ainsi manifestement à ameuter de nouveau la population. ». Elle « **a hurlé des propos séditieux contre le régime actuel et contre la police en général**. Elle a occasionné de ce fait un rassemblement d'une cinquantaine de personnes qui ne s'est dispersé que sous la menace des armes. » Elle fut poursuivie « pour complicité de crimes et menées terroristes », dans le cadre de **l'affaire Charles Rouxel et de l'attentat** du 10 avril 1943 **contre Marcel Capron**, maire d'Alfortville, secrétaire général du POPF, à



Paulette Decluset, portrait (sans date)
© DR | coll. IHS CGT Métaux

la suite duquel l'inspecteur Rougeot était décédé.

Internée à Fresnes, puis à **Romainville**, elle fut déportée de **Compiègne** le 31 janvier 1944, avec 958 autres femmes, au **camp de concentration de Ravensbrück** (Allemagne). Matricule 27106, elle fut ensuite envoyée au kommando de Zwodau qui dépendait du camp de concentration de Flossenbürg, d'où elle fut libérée le 7 mai 1945. Gisèle Fraud-Giraudeau l'évoque dans son témoignage, à l'occasion de Noël 1944. Paulette Decluset aurait récité le poème *Si l'on gardait* de Charles Vildrac, compagnon de route du Parti communiste français (PCF). Elle fut rapatriée le 18 mai 1945, par chemin de fer, et arriva à Paris à l'hôtel Lutetia. En juillet 1945, elle fut interrogée à plusieurs reprises par la police judiciaire, au sujet de son arrestation.

Adhérente au **Syndicat local des Métaux de Paris (XIII^e arr.)**, Paulette Decluset fut chargée de présenter le compte-rendu de la réunion de la **commission fédérale féminine** lors du XV^e congrès national de la Fédération CGT des travailleurs de la Métallurgie (FTM-CGT), à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) en mars 1946. En novembre



Portraits de métallotes

1947, elle fut élue **secrétaire de l'Union des syndicats des travailleurs de la Métallurgie de la région parisienne**. Dans le filet consacré par *L'Humanité* du 23 novembre 1947 à ce congrès, il est indiqué que « pour la première fois dans l'histoire du mouvement syndical de la métallurgie, une femme est désignée comme secrétaire d'Union. »

Dans son intervention au XVI^e congrès national de la FTM-CGT, à Paris en mai 1948, elle **dénonça la sous-estimation récurrente du travail à réaliser en direction des femmes salariées dans la métallurgie**. Elle remplaça **Olga Tournade**, élue au secrétariat de la FTM-CGT, au bureau exécutif de l'Union des syndicats CGT des travailleurs de la Métallurgie de la Seine, comme **responsable de la commission de main-d'œuvre féminine**.

Elle fut membre de la délégation qui signa, le 21 septembre 1948, un appel commun entre l'Union syndicale CGT de la Métallurgie de la région parisienne, de l'Union syndicale CGT de la Métallurgie de Seine-et-Oise, de la section parisienne du Syndicat national des ingénieurs et cadres de la métallurgie et du cartel CFTC de la Métallurgie de la région parisienne. En **janvier 1949**, elle était membre de la **délégation** de l'Union syndicale CGT de la Métallurgie de la région parisienne **qui se rendit au ministère du Travail pour évoquer « l'insuffisance des salaires, les conditions de travail et la nécessité d'obtenir la signature d'une convention collective. »**

Elle représenta les femmes métallurgistes de la région parisienne au congrès de la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) à Budapest (Hongrie) en 1948.

Elle fut **présentée par le Parti communiste**

français comme **députée** supplémentaire de la Ville de Paris pour l'élection au **Conseil de la République de novembre 1948**.

Elle se maria le 10 décembre 1949 à Paris (XIII^e arr.) avec Marcel, André Renaudon, avec lequel elle eut un enfant. Elle résidait alors au 1 square de la Limagne à Paris (XIII^e arr.), après avoir résidé à la Libération au 5 rue Lachelier dans le même arrondissement.

Elle fut homologuée « Déportés et internés de la Résistance » (DIR) et « Forces françaises de l'Intérieur » (FFI) au grade de sergent. Par décret du président de la République du 11 avril 1994, elle fut **décorée de la médaille militaire**, avec grade de sergent ainsi que de la **Croix de guerre 1939-1945** avec palme. ●

Retrouvez cette notice sur *Le Maitron, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social* :
<https://maitron.fr/spip.php?article108604>

Notice rédigée par Emeric Tellier.



Deux photographies : Château de Vouzeron, août 1937



VOUZERON 1937
Août. les enfants
espagnols et.
Moi Lydie FANTAUZZO
- DUTHEIL
d'avant j'ai Sans.

↑
verso →



Sur le perron de Vouzeron, enfants espagnols et Lydie Fantauzzo, août 1937 © DR | coll. IHS CGT Métaux

En juillet 2014, Lydie Dutheil-Fantauzzo adressait un courrier à Jacqueline Ollivier, fille de Jean-Pierre Timbaud, en souvenir de leur rencontre, enfants, au château de Vouzeron dans le Cher, réalisation sociale des métallurgistes parisiens. Ce courrier a été remis récemment à l'IHS-CGT de la Métallurgie, par l'intermédiaire de notre camarade Hubert Doucet, afin qu'il rejoigne les fonds d'archives.

Cette enveloppe contient un témoignage exceptionnel : deux petites photographies en noir et blanc, prises en août 1937 à Vouzeron. La première image nous montre une dizaine de femmes et hommes posant sur le perron du château. Assise sur les marches, à gauche, se tient la mère de Lydie, Annie Fantauzzo, alors infirmière. Sur la seconde photographie, on voit une table de jeunes enfants en plein repas. Ce sont des enfants de Républicains espagnols, réfugiés et accueillis par les militantes et militants

métallurgistes. Au premier plan, une petite fille au chapeau blanc est toute barbouillée de son dessert, il s'agit de cette même Lydie, alors âgée de 3 ans, expéditrice du courrier à Jacqueline, Lydie Dutheil-Fantauzzo a très aimablement accepté que ces deux photographies soient publiées dans nos cahiers, l'équipe de l'IHS Métaux l'en remercie vivement !



Château de Vouzeron



Roger Linet dans les



linet_dessin.jpg

Qui est Roger Linet (1914-2003) ?

Né le 7 mars 1914 à Cours-les-Barres (Cher), Roger Linet était issu d'une famille modeste, dont le père était ouvrier riveur et la mère femme de ménage. Ayant obtenu son certificat d'études primaires, il entra comme apprenti-tourneur aux Ateliers de Vauzelles (Nièvre) en 1928.

En 1931, il rejoint la région parisienne et travaille notamment comme tourneur niqueleur à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). En 1933, il adhère à la CGTU, puis au Parti communiste l'année suivante. Son engagement durant les grèves de mai-juin 1936 lui vaut de

participer aux négociations des premières **conventions collectives de la métallurgie** et d'intégrer la direction de l'Union des syndicats CGT des métaux de la région parisienne.

Mobilisé en 1939, il est fait prisonnier. Il parvient à s'évader et **rejoint la Résistance**. Il est membre, dès juin 1941, de l'Organisation spéciale (OS) en région parisienne et participe à la première action importante de sabotage, qui conduit au déraillement d'un train de marchandises à Épinay-sur-Seine le 17 juillet 1941. En **mai 1942**, il intègre la **direction des Francs-Tireurs et Partisans (FTP)**, sous le nom de « commandant Rivière ». Il est arrêté, début 1943 à Clamart (Hauts-de-Seine) et interné à la prison de Fresnes. Il est **déporté le 11 juillet 1943** vers le camp de Natzweiler-Struthof en Alsace, avant d'être transféré à Dachau (Allemagne) d'où il fut **libéré le 29 avril 1945**.

À son retour, il est élu **secrétaire de l'Union des syndicats CGT de la métallurgie de la région parisienne**. Il rejoint les **usines Renault de Boulogne-Billancourt** (Hauts-de-Seine), dont il devient secrétaire général du syndicat CGT, de 1947 à 1958. Membre du **comité exécutif de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie** de 1953 à 1962, il a également été membre suppléant au **comité central du Parti communiste** de 1950 à 1954 et député de la Seine de 1951 à 1956.

En 1958, il assume les fonctions de **directeur du centre de rééducation professionnelle pour travailleurs handicapés Suzanne-Masson**, créé par l'Union des syndicats CGT de la métallurgie de la région parisienne. En 1974, il prend sa retraite, devient président de l'Union fraternelle des métallurgistes et se consacre à la rédaction de plusieurs ouvrages historiques ainsi qu'à la mémoire de la Résistance et de la Déportation.



archives de l'IHS-CGT métaux

Il décède le 15 février 2003 à Chargé (Indre-et-Loire). Titulaire de la Légion d'honneur, **président d'honneur de l'IHS-CGT de la métallurgie, au côté d'Henri Rol-Tanguy**, il a donné son nom à l'esplanade située devant la Maison des Métallurgistes (Paris, 11).

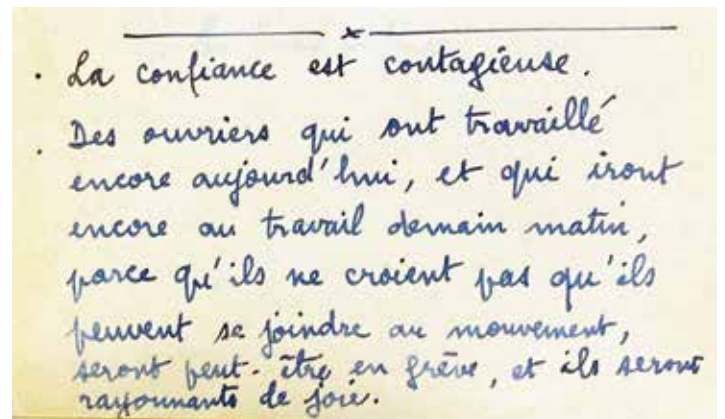
Le fonds d'archives Roger Linet : inventaire en cours

Soucieux de documenter les luttes, l'histoire sociale et ouvrière, la mémoire de la Résistance et de la Déportation, Roger Linet a de son vivant constitué un fonds d'archives personnelles témoignant de ses engagements en tant que syndicaliste et militant communiste.

Ce fonds d'archives brillamment organisé par Roger lui-même, a été donné à son décès à la fédération CGT de la métallurgie et à son IHS, par son épouse Raymonde et par l'intermédiaire de son camarade Hubert Doucet.

Enregistré sous la cote 12J et composé d'une vingtaine de boîtes d'archives, ce fonds contient entre autres les cahiers manuscrits relatifs à sa **formation politique à « l'école du parti »** communiste, suivie rigoureusement pendant plus de six mois en 1946 : cours de philosophie, marxisme ou histoire. Sont conservés tous ses **travaux documentaires et manuscrits** produits pour la préparation de ses ouvrages sur le syndicat CGT de **Renault Billancourt 1947-1958** ou encore sur la période de la deuxième guerre mondiale, on pense au livre *La Résistance en enfer 1939-1945*, coécrit avec ses camarades Max Nevers et Roger Leroy. Y est également réuni un riche ensemble de textes d'allocutions prononcées à l'occasion de diverses initiatives (hommage à Suzanne Masson ou

Ambroise Croizat, commémorations du 8 mai 1945) et sur des thèmes qui lui étaient chers, du Front populaire aux femmes dans la Résistance. Enfin, de nombreux dossiers concernent son engagement dans la transmission de la **mémoire de la Déportation et de la Résistance**, autour notamment du projet de création d'un musée dédié à la Résistance dès le milieu des années 1960, qui deviendra l'actuel Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne.



ILL_03.jpg

La rédaction de l'inventaire du fonds Roger Linet sera prochainement terminée, et ces archives seront ainsi librement consultables auprès de l'IHS-CGT Métaux, dans les locaux de la FTM à Montreuil. Cet instrument de recherche permettra à l'IHS de valoriser ces archives et par là, l'histoire de Roger et des luttes, notamment à l'occasion **des hommages qui lui seront rendus en 2023**.

Grèves de mai 1968 : le journal de Roger Linet

Nous vous annonçons dans le numéro de septembre de nos *Cahiers* que l'inventaire du fonds des archives historiques de l'association Croizat était terminé. Enregistré sous

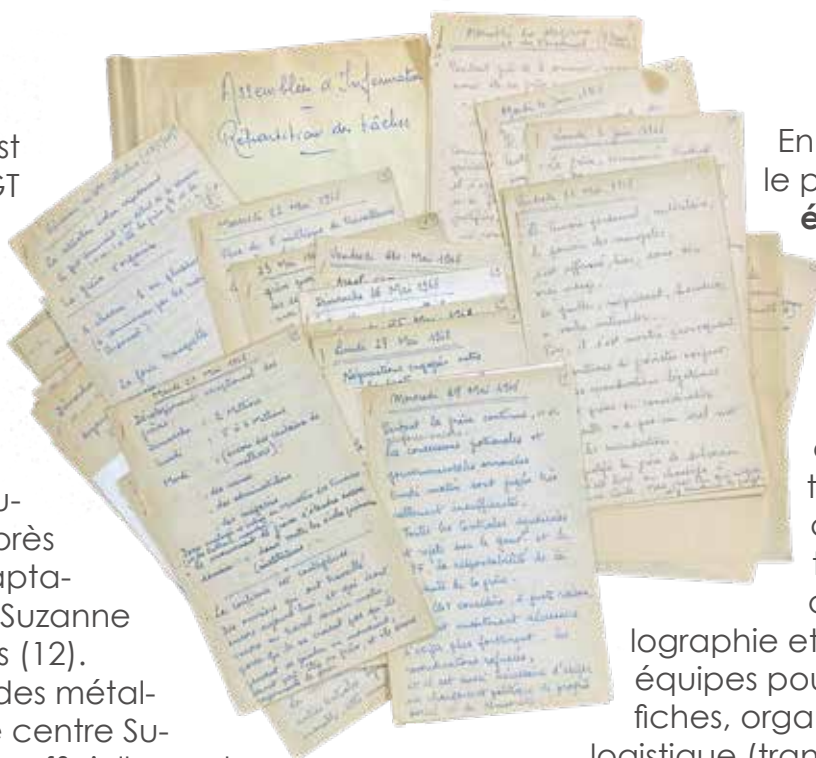


la cote 1-7AAC, il est conservé à l'IHS-CGT Métaux.

Nous retrouvons ici aussi l'œuvre de Roger Linet ! En effet, une partie du fonds de l'association Croizat rassemble des documents collectés auprès du centre de réadaptation professionnelle Suzanne Masson, situé à Paris (12). Réalisation sociale des métallurgistes parisiens, le centre Suzanne Masson ouvre officiellement ses portes en avril 1951 et est toujours en activité. **Roger Linet assumera la responsabilité de directeur du centre Masson de 1958 à 1974.**

Enregistré sous la cote 4AAC/27, un dossier un peu spécial a été constitué par Roger pendant les grèves de mai-juin 1968. On trouve dans cette boîte de la documentation de l'époque (journaux, brochure du syndicat CGT des travailleurs de la RNUR, tracts), mais aussi un **dossier intitulé « Assemblées d'information. Répartition des tâches »**. Dedans, on découvre un **journal manuscrit tenu par Roger** lui-même qui relate au jour le jour les événements sociaux et politiques de mai-juin 1968, ainsi que l'organisation en interne du personnel et des usagers du centre, pendant ces grandes grèves.

A la lecture de ces archives, nous découvrirons qu'à chaque secteur de formation (emplois de bureau, électronique, câblage, mécanique, dessin technique, réparation TV) correspondait une section syndicale de stagiaires, soutenue par une ou un membre du personnel technique ou enseignant.



En coordination avec le personnel, les **tâches étaient réparties entre chacune des sections syndicales de stagiaires** : mise au point des revendications, organisation de débats et de conférences éducatives, permanence du service dacty-

lographie et tirage des tracts, équipes pour collage d'affiches, organisation pratique et logistique (transport, repas, tours de garde, contrôle et pointage à l'entrée, permanence, etc.), mise à jour du tableau « Flash » diffusant les actualités, et renfort administratif pour la prolongation des durées de stages en entreprise, rédaction de certificats de présence pour assurer le maintien de la rémunération des stagiaires.

Presque quotidiennement, Roger Linet prend la parole et fait une synthèse des dernières informations faisant état des mobilisations, des occupations et des avancées des négociations.

Le ton de ces allocutions est toujours teinté d'enthousiasme et de détermination, comme en témoigne cette note du 21 mai 1968 : **« La confiance est contagieuse. Des ouvriers qui ont travaillé encore aujourd'hui, et qui iront encore au travail demain matin, parce qu'ils ne croient pas qu'ils peuvent se joindre au mouvement, seront peut-être en grève, et ils seront rayonnants de joie ! Confiance reposant sur une force tranquille, une force contre laquelle on ne peut rien ! »**



Extrait d'archives.

Notes du 7 juin 1968, Assemblée des stagiaires et du personnel.

Pendant près de trois semaines, nous avons été en grève : membres du personnel et stagiaires. Comme pour les 9 millions de grévistes en France, il s'agissait de défendre et de faire aboutir des revendications justifiées, ici comme ailleurs, pour le personnel et pour les stagiaires.

Et la grève s'est organisée avec la participation des membres du personnel et de stagiaires, qui ensemble ont participé : au piquet de grève, aux distributions de tracts, au collage des affiches, à la garde de nuit du centre, à l'aide de l'Union locale du XII^e et au syndicat des Métaux.

Tous ont participé aux manifestations de masse (malgré les handicaps pour la marche). Tous ont participé aux réunions quotidiennes, pour faire le point et pour déjouer les provocations.

Ensemble, personnel et stagiaires ont eu le souci d'établir des contacts avec d'autres centres de rééducation professionnelle : pour les revendications du personnel et pour celles des stagiaires. Ensemble, personnel et stagiaires ont organisé la solidarité, d'autres ont organisé les loisirs, pendant la grève. Tous, personnel et stagiaires qui ont été actifs dans la grève méritent d'être félicités !

Comme partout, des liens de camaraderie se sont établis. Il n'y a pas eu d'un côté le personnel et de l'autre les stagiaires. Nous étions ensemble !

La puissance formidable de ce grand mouvement de grève nationale, a déjà porté ses fruits pour des millions de travailleurs [...] et ce n'est pas fini ! ●

À VOS AGENDAS !

Un hommage sera rendu à Roger Linet (1914-2003) le samedi 4 mars 2023 à partir de 10h en la commune de Chargé (Indre-et-Loire) : inauguration d'une plaque commémorative et d'une exposition biographique, dépôt d'une gerbe au cimetière.

[Institut d'histoire sociale CGT | Métaux](https://histoire.ftm-cgt.fr/)
<https://histoire.ftm-cgt.fr/>





Alain PRÉVOST nous a quittés



Né en 1954, Alain Prévost entre chez Dassault à Saint-Cloud dans les années 1970, comme jeune technicien. Rapidement, il devient l'un des dirigeants du syndicat UGICT-CGT de l'entreprise tout en assurant la responsabilité de secrétaire général de l'Union locale de Suresnes Saint-Cloud.

C'est au début des années 1980, qu'il intègre la commission exécutive et le bureau de l'Union départementale des Hauts-de-Seine (92) aux côtés d'Alain Brugnago, puis le secrétariat dans les années 1990.

En 1997, il sera élu Secrétaire général de l'Union départementale 92, prenant la suite de son camarade Gérard Billon.

Toute cette période dans les Hauts-de-Seine aura été marquée par une intense offensive des milieux patronaux et gouvernementaux pour vider le département de ses atouts industriels et de ses populations ouvrières, afin de livrer le département à la spéculation immobilière et aux appétits financiers. Alain a su œuvrer pour que le CGT s'appuie sur ses acquis et ses valeurs pour lutter pied à pied contre le recul social et sociétal généré par cette politique, tout en comprenant la nécessité de se tourner vers les nouvelles catégories de salariés, en grande majorité employés et cadres, pour prendre en compte leurs revendications et

leur permettre de s'organiser dans la CGT.

Il assumera cette responsabilité à l'UD 92 jusqu'en 2005, passant le relais à Denis Renard.

C'est à cette période qu'il prend ses fonctions de coordinateur à la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie, sur la proposition de Daniel Sanchez alors Secrétaire général de la FTM, juste avant la tenue du 38^e Congrès fédéral. Alain assumera cette responsabilité jusqu'en 2015, aux côtés de Philippe Martinez tout au long de son mandat de Secrétaire général de la fédération.

Au long de ces années passées à la FTM, Alain a contribué à développer la communication fédérale en direction de ses syndicats, à tisser des liens très étroits avec les membres de la Direction fédérale, et à organiser la vie collective de notre fédération.

Profondément humain, il savait défendre son point de vue avec conviction, tout en étant soucieux de tenir compte des avis des camarades qui travaillaient avec lui, en gardant toujours en point de mire le fait que nous étions toutes et tous au service des syndicats et des syndiqués.

A son départ en retraite, il partit vivre en Bretagne avec son épouse. Mais sa vie militante ne s'est pour autant pas arrêtée, puisqu'Alain était très investi dans son UD d'adoption et plus particulièrement au sein du Syndicat des Retraités de la Métallurgie de Saint-Brieuc. ●



Décès

Jacques TRÉGARO nous a quittés



C'est avec tristesse que nous avons appris la disparition de notre camarade Jacques TRÉGARO, le vendredi 2 décembre 2022.

Jacques avait assumé des responsabilités importantes à la FTM-CGT ainsi qu'à la confédération. Membre du conseil d'administration de l'IHS-CGT de la métallurgie, sa situation de santé ne lui permettait plus de se déplacer pour participer à nos travaux, mais il s'investissait dans l'IHS de la région Centre où il passait sa retraite.

Jacques est né le 26 octobre 1939 à Tours (Indre et Loire) d'un père cultivateur et employé des chemins de fer et d'une mère ouvrière du textile. Après l'obtention d'un CAP d'électricien il débute sa vie professionnelle dans le bâtiment en tant qu'ouvrier monteur électricien en 1957.

Après avoir milité à la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) dès 1954, dont il sera secrétaire départemental de 1956 à 1959, il milite à l'ACO (Action catholique ouvrière).

Après son retour de l'armée en 1962, il se marie avec Monique, employée comptable et secrétaire médicale, également investie à la JOC. Elle sera secrétaire départementale puis nationale (secrétaire nationale adjointe de 1980 à 2000) de la CSF (Confédération Syndicale des Familles). Ils auront trois garçons.

En 1963, Jacques entre chez Cadoux (entreprise de matériel ferroviaire) à Saint-Pierre-des-Corps, près de Tours, et adhère à la CGT. Ouvrier qualifié P3 dans cette entreprise aux fortes traditions syndicales, il devient délégué du personnel en 1964 puis secrétaire du comité d'entreprise en 1968. Il organisera l'occupation de son usine durant les événements de mai.

Appelé à de plus grandes responsabilités il est membre de la commission nationale de la FTM de 1968 à 1972, puis membre du comité exécutif de 1971 à 1983.

Permanent de la fédération dès 1972, il est chargé des relations internationales jusqu'en 1983. Il sera également membre du conseil d'administration de l'UIS (Union Internationale Syndicale) métaux de 1973 à 1983 et collaborateur du bureau confédéral de la CGT au département Europe de 1983 à 1986, puis du département international de 1986 à 1999.

Passionné d'histoire, Jacques était membre de l'IHS-CGT Métallurgie depuis 2001 et membre de l'IHS-CGT du Centre Val de Loire dont il assura le secrétariat de 2002 à 2016.

Engagé politiquement, il fut adhérent du PSU de 1963 à 1965 et candidat aux élections municipales à Tours en 1965 sur la liste Travailleuse, puis en 1971 sur la liste d'Union de la Gauche présenté par le PS.

En plus de son militantisme à la JOC et l'ACO, Jacques fut président de l'Association France-Tchécoslovaquie de 1985 à 1992.

Retiré à Joué-Lès-Tours (Indre et Loire) pour sa retraite, il était resté actif pour son IHS régional et en contact régulier avec l'IHS métallurgie.

Jacques était un camarade attentif, réfléchi et chaleureux. Son parcours, ses engagements et les multiples responsabilités qu'il a su assumer témoignent de la dimension de ce militant qui nous manque déjà beaucoup.

Nous adressons à sa famille, ses proches et tous ceux qui ont eu la chance de pouvoir connaître et apprécier l'homme qu'il fut, nos plus sincères condoléances et notre salut fraternel. Nous aurons à cœur de défendre les valeurs et les principes qui ont guidé la vie et les combats de celui qui fut aussi notre ami. ●



Radio Mon País... Des idées plein les ondes...



Un livre sur l'histoire de cette radio « rouge dans la ville rose... »

C'est en 1980, à Toulouse, que Radio Mon País voit le jour, en toute clandestinité, à la suite de la décision de la direction de l'UD CGT de Haute-Garonne ; elle s'inscrit dans la démarche de la confédération, afin de mettre en œuvre des moyens d'expression radio face au monopole d'État sur l'information.

Entre 1977 et 1981 on assiste à une prolifération des radios libres, notamment celles de la CGT, comme **Radio Lorraine Cœur d'Acier**, **Radio Quinquin** et **Radio Mon País**.

Leur objectif est d'en faire un instrument de lutte, une action d'un nouveau type, moderne, contre une politique résolument opposée à ce qu'attendent les travailleurs et en leur donnant la parole. L'information sociale, sur les conflits en cours, était absente.

C'est à partir d'une « valise studio », comportant tout le matériel de diffusion, qui circule clandestinement dans tout le pays, que notre union départementale CGT décide de diffuser ses infos.

Sur Toulouse il faut trouver un lieu et un studio qui donnent toute garantie en matière d'efficacité des émissions et permettent d'implanter une antenne qui soit sécurisée et facilement surveillée. Ce sera dans un appartement de l'immeuble « le Cristal » dominant le quartier des Arènes.

Une organisation précise, détaillée dans ce livre, montre comment 600 militant-e-s CGT du département, dont de nombreux métallurgistes, ont été mobilisés, jour et nuit, pour faire exister cette radio "pirate", qui a diffusé ses premières émissions durant la semaine, du 6 au 11 mai 1980, sur 94MHz.

Nous avons tenu à appeler cette radio



« **Mon País** » parce que toulousaine mais encore plus profondément parce que nous tenions à être porteur de la réalité vivante de notre région, de ses richesses sociales et culturelles.

Le pouls de notre radio bat au diapason de notre ville, de notre région et en résonance au slogan de l'époque « Vive et travailler au pays ».

Pour faire connaître la radio, des badges et affiches, sont diffusés, des conférences de presse sont organisées ; un budget est attribué, les syndicats se l'approprient.

L'équipe des journalistes et animateurs au service de **Radio Mon País** est constituée de salarié-e-s venant des entreprises avec pour formation, leur expérience syndicale de militants et leurs convictions.

Il faudra attendre l'arrivée de la gauche, François Mitterrand, et la loi du 9 novembre 1981, qui "libère" les ondes, donnant un statut légal aux radios "libres", jusque-là clandestines, pour que **Radio Mon País** puisse enfin émettre légalement.

En décembre 1983, suite à une souscription



À voir, à lire

de masse, 10 francs le centimètre, une antenne de 30 mètres se dresse sur la Bourse du travail, comme un clocher laïque en face de la prestigieuse basilique Saint-Sernin, en plein cœur de Toulouse.

Georges Séguy sera le parrain de **Radio Mon País** et Nicole Rieu, chanteuse ariégeoise représentante de la France au concours de l'Eurovision, la marraine.

Depuis 42 ans, cet engagement d'hommes et de femmes, militant-e-s pour la liberté d'expression avec la CGT, se poursuit encore aujourd'hui. Notre objectif est resté le même : porter l'information syndicale par un canal "moderne", nouveau dans l'histoire du mouvement ouvrier dont l'informatique est le support.

Informers sur les conflits, engager un débat d'idées, permettre aux salariés, chômeurs, retraités, immigrés, de parler de leur vie au travail et en dehors et développer le domaine culturel,

Vous découvrirez dans ce livre de 120 pages, l'histoire de **Radio Mon País**, portant les luttes des travailleurs, les interviews d'invités de différentes sensibilités (sans sectarisme), de chanteuses et chanteurs, d'écrivains, de chercheurs, de jeunes et de moins jeunes... le succès et l'écoute de notre radio s'élargit encore aujourd'hui.

Edouard Pivotsky, prêtre ouvrier, a laissé la responsabilité de secrétaire de l'USTM CGT Haute Garonne. Devenu journaliste "professionnel", il s'est vu confier la responsabilité de **Radio Mon País**.

Aujourd'hui retraité, membre de l'IHS-CGT 31, il a écrit ce livre avec d'autres camarades.

Il s'exprime ainsi :

« Mon témoignage est tout entier contenu dans ces pages. C'était une

gageure au départ d'accepter la responsabilité "politique" de Radio Mon País. Tout était à inventer. Mon constat : la vie militante dans la CGT est une excellente école pour la réflexion, l'analyse des situations politiques ou sociales.

De même pour l'animation des diverses émissions culturelles ; la culture occitane se mêlant avec l'expression culturelle de nos amis immigrés venant des 4 coins du monde.

Salariés, militants de la CGT, nous portons nos convictions "d'exploités" basées sur une expérience vécue, quel que soit le lieu de travail. Cette expérience ne peut que nous porter à réagir, à lutter avec la CGT pour une vie digne, dans un monde juste, où chacun ait sa part des richesses qu'il produit.

Pour moi RADIO MON PAÏS est un outil important pour porter, renforcer ses convictions dans et au-delà de la CGT. Un outil moderne : sachant que grâce à l'informatique, vous pouvez écouter Radio Mon País en tous lieux de la planète ... !

Radio Mon País, la CGT, au service de toutes et tous, sans limite, ni frontières ».

Gerald Veirier

Membre du CA de IRHS Midi Pyrénées

Membre de la CE UD CGT31, lors de la création de Radio Mon País. ●

- **Écoutez Radio mon País !**
<https://www.radiomonpais.fr/>

Le livre est disponible (10 euros) auprès de :

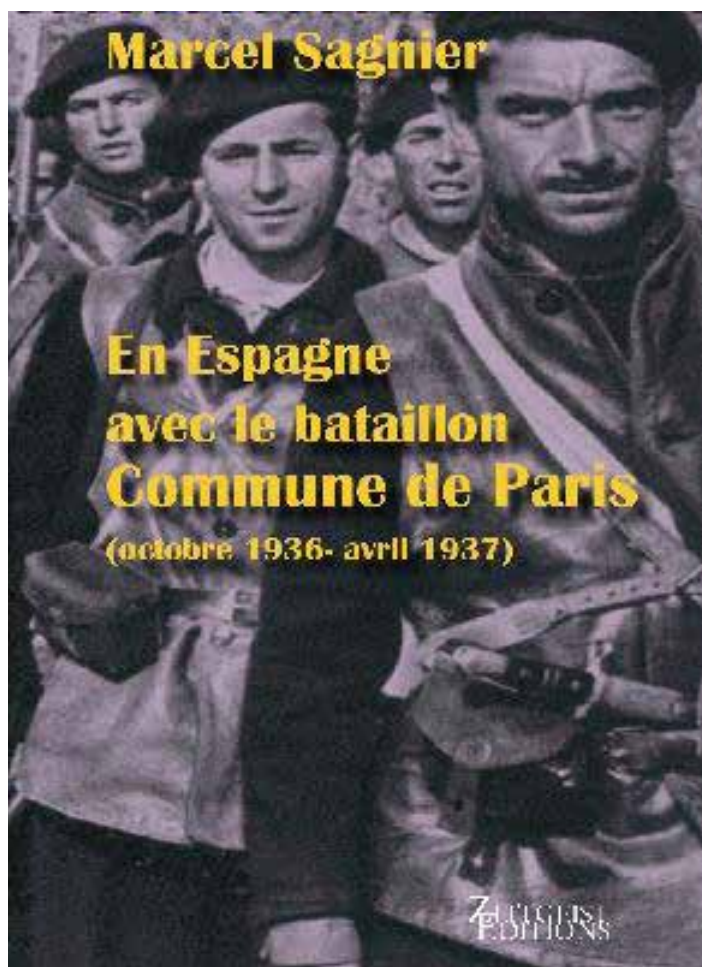


UD CGT31 : ud@cgt31.fr

IHS-CGT 31 : irhs.mp@wanadoo.fr



L'ACER (Amis des Combattants en Espagne Républicaine) et Zeitgeist Éditions ont le plaisir de vous annoncer la parution de deux documents exceptionnels et inédits à propos des Brigades internationales



En Espagne avec le bataillon Commune de Paris (octobre 1936 - avril 1937) Récit inédit de Marcel Sagnier

Composé en grande majorité de volontaires parisiens et d'immigrés espagnols, le plus souvent des ouvriers métallurgistes syndiqués vivants en région parisienne, le bataillon Commune de Paris fut la première formation française des Brigades internationales durant la guerre d'Espagne. Français et immigrés, ils ont été de tous les combats, devant Madrid puis dans la terrible vallée du Jarama.

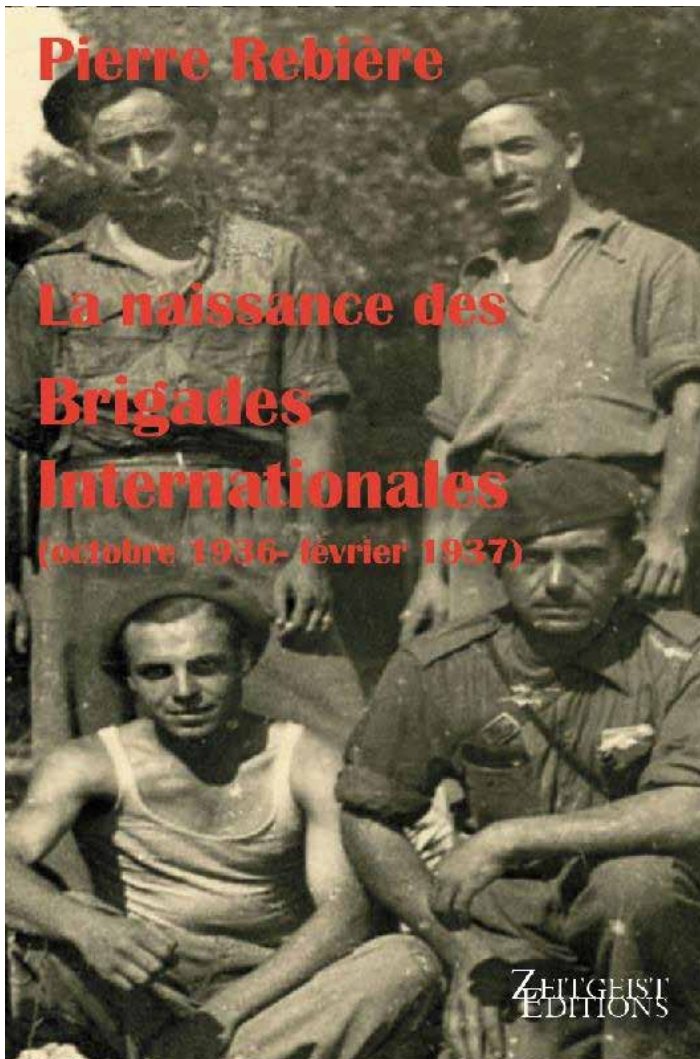


Marcel Sagnier, jeune sportif ouvrier de Villeneuve-le-Roi, s'est engagé parmi les tous premiers volontaires pour l'Espagne. Il connut une ascension fulgurante, jusqu'à prendre la tête de la brigade internationale francophone La Marseillaise.

Mais son témoignage, au rythme trépidant est aussi une œuvre littéraire complète, où son modeste auteur, qui ne nous a pas laissé d'autre texte, déploie des qualités romanesques inattendues. Loin d'être un simple récit de choses vues, Marcel Sagnier et son narrateur nous dépeignent avec humour et émotion le quotidien de ces « Poilus » d'Espagne. ●

En Espagne avec le bataillon Commune de Paris (octobre 1936 - avril 1937)

Récit inédit de Marcel Sagnier
93 p. -12€ 12 x 18 cm Zeitgeist Éditions
Collection « Espagne / ACER - Volontaires en Espagne républicaine » Notes et appareil critique réalisés par Edouard Sill (Historien)



La naissance des Brigades internationales (octobre 1936 - février 1937) Récit inédit de Pierre Rebière

Retrouvé dans les archives ex-soviétiques, ce témoignage est un document unique sur la création des Brigades internationales durant la guerre civile espagnole. Demeuré inédit depuis sa rédaction, il nous éclaire d'une manière exceptionnelle sur la façon dont les premiers volontaires étrangers se sont organisés et ont mené leurs premiers combats contre le fascisme en Espagne dans « la Colonne internationale ».

Avant de tomber pour la France face à l'occupant nazi en 1942, Philippe Rebière dit « Pierre Rebière » avait été l'un des tous premiers responsables parmi les volontaires français en Espagne. En 1937, il fut chargé d'écrire une histoire des débuts des Brigades internationales, un document qui n'avait jamais été publié jusqu'à aujourd'hui.

Conservé volontairement sans altération du texte original, le récit de Rebière, dans sa simplicité, vient définitivement confirmer la nature généreuse et désintéressée de la survenue dans la guerre d'Espagne des volontaires internationaux. ●

La naissance des Brigades internationales (octobre 1936 - février 1937)

Récit inédit de Pierre Rebière
121 p. - 12€ 12 x 18 cm Zeitgeist Editions
Collection « Espagne / ACER - Volontaires en Espagne républicaine » Notes et appareil critique réalisés par Edouard Sill (Historien)

Les deux ouvrages sont à commander exclusivement auprès de l' ACER Amis des Combattants en Espagne Républicaine
<http://acer-aver.com/>



Le Malheur d'être jeune

Paul Vaillant-Couturier | Présentation par Danielle Tartakosky

Par Anne-Laure Pauget Femmes-Mixité – Politique Revendicative FTM-CGT

« Jeunes, écrivez-nous » c'est l'appel lancé par Paul Vaillant-Couturier ⁽¹⁾ dans l'*Humanité* : le 4 février 1935 « Décrivez-nous vos conditions de travail, vos souffrances, votre misère, dites-nous vos espoirs (...) ».

En plein crise sociale de l'entre-deux Guerres impérialistes, la jeunesse va y répondre massivement : tant celle des villes que des campagnes, des femmes et hommes avec ou sans travail dont beaucoup de métallo-te-s. Les mots de cette jeunesse prolétaire - celle qui entrera en Résistance et prendra les armes face à la collaboration et au nazisme - interpellent étrangement notre temps présent.



La génération de la crise (les jeunes) rejoint la génération du Feu (celle de 1914-18) : « Si tous les travailleurs pouvaient s'unir, on le trouverait vite, le remède à la crise ! ». Tout est abordé de front par la jeunesse avec des mots crus et clairs :

les conditions de vie et de travail, la misère sociale et culturelle, l'exploitation sans limites dont la prostitution, la nécessité de s'organiser face au Capital, la survie quotidienne et l'absence d'avenir, la nécessité d'agir syndicalement et politiquement, l'impasse du chant des sirènes entonné de concert par la réaction et l'extrême-droite ...

L'initiative prise par Danielle Tartakosky de rééditer ces lettres ne doit rien au hasard tant leurs paroles entrent en écho direct avec notre situation sociale et politique aujourd'hui. Lire ce livre : c'est s'armer face à la bête nauséabonde qui n'est jamais vraiment morte malgré la victoire Internationaliste du 8 mai 1945, c'est aussi retrouver le besoin impérieux d'écouter la jeunesse et la vie en 2022 !

Une Journée d'étude de l'IHS-CGT Métallurgie est en préparation avec les collectifs fédéraux « Jeune » et « Femmes-mixité » pour 2023. ●

Notes (1) : <https://maitron.fr/spip.php?article24394>

Pour commander l'ouvrage :



<https://editionsdudetour.com/index.php/les-livres/le-malheur-detre-jeune/>

N'hésitez pas à nous transmettre vos témoignages, réactions, en nous écrivant à l'adresse suivante :



ihs.gas@free.fr

